



## **Interview de François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France**

### **" La reprise est réelle en France "**

**Sud Ouest – 5 février 2016**

Le Gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, est aujourd'hui à Bordeaux. Il défend la politique économique engagée pour combattre le chômage.

#### **Sud Ouest : Le chiffre de la croissance 2015 (1, 1 %) est-il satisfaisant ?**

**François Villeroy de Galhau :** Ce chiffre marque une amélioration par rapport à 2014, époque à laquelle la croissance était de 0, 2 % dans notre pays. Dans ce total, la consommation des ménages apparaît comme le moteur principal de la croissance. Mais il faut saluer aussi une reprise – de 2 % – de l'investissement des entreprises. Cependant, nous faisons moins bien que la moyenne de la zone euro, qui devrait être de l'ordre de 1, 5 %. La reprise est réelle en France mais doit être amplifiée. Nos prévisions de croissance pour cette année sont de 1, 4 %. Pour la zone euro, nous prévoyons une croissance de 1, 7 %. La reprise française devrait donc être encore un peu en retard par rapport à la moyenne européenne.

#### **La baisse du cours du pétrole est plutôt positive pour le consommateur mais n'est-elle pas néfaste à l'économie des pays producteurs ?**

À court terme, cette baisse du prix du pétrole a un effet plutôt favorable pour la consommation intérieure, donc pour la croissance. Mais sa brutalité et son ampleur posent deux problèmes. D'abord, cette baisse fait peser une incertitude sur les pays producteurs, dont certains grands pays émergents comme le Brésil ou la Russie. Elle maintient aussi notre taux d'inflation à un niveau trop bas, de l'ordre de 0, 4 % en glissement annuel. C'est moins que notre objectif, de l'ordre de 2 % à moyen terme.

#### **Peut-on inverser la courbe du chômage en France sans casser notre modèle social ?**

Notre croissance, en amélioration, n'est pas suffisante. On estime que l'économie française commence à réduire le chômage à partir de 1, 5 %. Nos voisins ont fait des réformes plus tôt que nous et plus profondes que les nôtres. Ils ont aujourd'hui une croissance plus forte. C'est un fait. La Suède dans les années 1990, l'Allemagne dans les années 2000, l'Espagne dans les années 2010, sous des gouvernements de couleurs politiques différentes, ont mené ces réformes tout en restant dans un modèle de protection sociale proche du nôtre.

#### **Le marché du travail a été libéralisé au Royaume-Uni, les salaires ont baissé en Espagne, et l'Allemagne a des travailleurs pauvres. Ce n'est pas très engageant ?**

En Europe continentale, Angleterre mise à part, il y a des nuances, c'est vrai, mais globalement nos systèmes de protection sociale sont bien plus sécurisants pour les salariés qu'aux États-Unis, par exemple. Nous pouvons nous inspirer, en France, d'initiatives très pragmatiques qui ont fonctionné chez nos voisins.

### **Lesquelles?**

Sur le marché du travail, quatre réformes, d'évidence, marchent : l'apprentissage massif pour mieux former les jeunes et mieux répondre aux besoins du marché de l'emploi. Trop d'emplois ne sont pas pourvus dans notre pays. Il faut aussi simplifier le droit du travail. La décentralisation du dialogue social vers les entreprises et les branches, au plus près de la réalité, est une vraie piste d'amélioration. La maîtrise du coût du travail, enfin. Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi y contribue et, si nous poursuivons dans cette voie, nous aurons rattrapé entre 2014 et 2017 une part significative de notre écart de compétitivité avec l'Allemagne. Mais le navire France doit et peut mieux faire pour faire reculer le chômage. Il y a aussi un très gros potentiel français d'innovation, pas seulement dans le numérique. Nous avons besoin d'une grande continuité dans les réformes comme dans la politique monétaire.

*Propos recueillis par Jean-Bernard Gilles.*